DIPLOMATIE

Etablissement d'une ambassade des Etats-Unis au Kosovo

Les Etats-Unis ont établi hier à Pristina leur ambassade au Kosovo, qui a proclamé unilatéralement son indépendance de la Serbie le 17 février dernier.

«Les Etats-Unis ont, sur décision du Congrès, promu leur bureau de liaison, déjà installé à Pristina depuis plusieurs années, en ambassade», a indiqué à la presse le chef de ce bureau Tina Kaidanow. L'établissement d'une ambassade des Etats-Unis au Kosovo «témoigne de la nouvelle phase de développement (de nos relations) et souligne notre attachement à travailler pour le progrès du Kosovo et de tous ses citoyens», a déclaré Mme Kaidanow. Proclamée le 17 février dernier par le Parlement Kosovar, l'indépendance du Kosovo a été reconnue par 38 Etats, dont les Etats-Unis et les plus grands pays de l'Union européenne (UE).

La Serbie et son alliée la Russie s'opposent fermement à cette indépendance.

IRAK

Combats entre miliciens chiites et forces irakiennes : Al-Maliki appelle au désarmement

Des combats entre miliciens chiites et forces irakiennes se poursuivaient hier pour le troisième jour consécutif à Bagdad alors que le gouvernement irakien a donné un délai de trois jours pour déposer les armes dans le quartier de Kazimiyah (nord-est) dans le cadre de ses efforts pour ramener la sécurité et la stabilité dans le pays.

Similaires à ceux survenus fin mars à Bassorah et dans plusieurs quartiers de la capitale irakienne, ces affrontements ont éclaté dimanche dans le quartier de Sadr City (nord-est) où l'armée du Mahdi, milice du chef chiite Moqtada Sadr, a tendu des embuscades aux forces irakiennes soutenues par des troupes américaines. Depuis leur déclenchement, ces combats ont fait une quarantaine de morts et des dizaines de blessés à Sadr City qui a fait l'objet de violents combats du 25 au 30 mars entre miliciens sadristes et forces gouvernementales irakiennes suite au lancement par le gouvernement irakien d'une offensive contre les miliciens armés. Ces combats avaient fait plus de 400 morts et des milliers de blessés. Les nouveaux combats interviennent alors que l'armée irakienne a, sur instruction du Premier ministre Nouri al-Maliki , exhorté les miliciens chiites du quartier de Kazimiyah, dans le nord-ouest de la capitale irakienne, à déposer les armes dans les trois jours qui suivent. «Nous avons décidé de faire de Kazimiyah une zone sans armes. Nous appelons tous ceux qui détiennent des armes à venir les déposer dans les trois prochains jours», a expliqué le porte-parole de l'armée à Bagdad, le général Qassim Atta, avertissant que «passé ce délai, quiconque trouvé en possession d'une arme devra en subir les conséquences». Outre Sadr City, le quartier de Kazimiyah est considéré comme un bastion de la milice de Moqtada Sadr dont le démantèlement a été exigé lundi par Nouri al-Maliki comme une condition pour que le mouvement sadriste participe au processus politique en Irak. Al-Maliki avait également affiché sa détermination à «poursuivre» ses opérations dans tout le pays à l'image de celle menée «avec succès» fin mars, contre les miliciens et les «hors-la-loi» y compris à Sadr City. En réaction à l'appel d'al-Maliki, le mouvement de Moqtada Sadr s'est dit prêt au dialogue pour «résoudre ces problèmes par des voies pacifiques» soulignant que le dirigeant chiite démantèlerait la milice de l'armée du Mahdi «si le clergé chiite l'ordonnait». Ces développements surviennent à la veille du cinquième anniversaire de la chute de Bagdad, le 9 avril 2003, marquée par l'entrée des chars américains dans la capitale irakienne. A cette occasion, Moqtada Sadr, farouchement opposé à la présence dans son pays de troupes étrangères dirigées par les Etats-unis, avait appelé vendredi dernier le peuple irakien à une grande manifestation à Najaf (sud) pour exprimer le rejet de l'occupation américaine. Une marche qu'il a annulée hier en raison des combats en cours dans la capitale. Outre ces combats, d'autres actes de violences ont été enregistrés à travers le pays où des explosions d'origine indéterminée ont été entendues toute la nuit de lundi depuis le centre de Bagdad. Selon l'armée irakienne, la zone verte, secteur ultra-protégé où siègent l'ambassade des Etats-Unis et les institutions du gouvernement irakien, a été la cible de 52 tirs de roquettes et de mortiers en une semaine. Du côté américain, l'armée a déploré la mort de huit de ses soldats depuis dimanche ce qui porte le nombre total des soldats tués en Irak depuis l'invasion en mars 2003 à 4 023, selon les chiffres du Pentagone. Face à cette flambée de violence, le général David Petraeus, le plus haut gradé américain en Irak, et Ryan Crocker, ambassadeur américain à Bagdad, ont recommandé hier au Sénat américain un gel de 45 jours, à partir de juillet, du retrait des troupes américaines d'Irak dont le nombre s'élève actuellement à 158 000 hommes. D'ici juillet, ce nombre devrait tomber à 140 000 soldats, soit 10 000 de plus qu'avant l'envoi de renforts février 2007 dans le cadre d'un vaste plan de sécurité baptisé «imposer la loi», destiné à endiguer les violences dans la capitale irakienne et ses périphéries.

ESPAGNE

Zapatero défend sa politique d'immigration légale

Le socialiste José Luis Zapatero a défendu hier la politique d'immigration légale menée ces quatre dernières années par son gouvernement, car elle a contribué à la richesse économique, sociale et culturelle de l'Espagne.

«C'est le travail qui facilite l'intégration de l'immigré et qui lui permet de devenir un élément de plus d'une collectivité dotée de droits et d'obligations», a déclaré M. Zapatero dans un discours avant le vote des députés pour son investiture comme président du gouvernement pour un nouveau mandat. «Depuis quatre ans, ceux qui viennent vivre parmi nous doivent le faire avec un emploi et de manière légale comme c'est le cas de l'immense majorité des immigrants qui, avec leur travail, contribuent à notre richesse économique, sociale et culturelle», a-t-il ajouté.

Se basant sur les analyses des experts en matière d'immigration, M.Zapatero a souligné que celle-ci est devenue un «phénomène structurel et non conjoncturel», qui joue, a-t-il affirmé, un «rôle fondamental» dans la croissance économique et du modèle social de l'Espagne. Le responsable socialiste a indiqué en outre que son futur gouvernement continuera, comme lors des quatre dernières années, à privilégier le recrutement des travailleurs étrangers dans leur pays d'origine, à promouvoir leur intégration en Espagne en leur assurant les «mêmes droits et devoirs» que les Espagnols.

Pour ce qui est de l'immigration illégale, il s'est engagé à améliorer les contrôles d'entrée en Espagne, continuer les expulsions et rapatriement des clandestins, mettre plus de moyens pour contrôler les frontières et lutter contre les réseaux de trafic de personnes. «Celui qui frappe à notre porte demande également d'entrer en Europe et c'est pour cela que la protection de nos portes concerne toute l'Europe», a-t-il dit. M. Zapatero veut promouvoir également de nouvelles formules pour inciter les immigrés ayant perdu leur travail à rentrer dans leur pays, citant à titre d'exemple l'octroi de micro-crédits et la capitalisation des allocations-chômages, des «voies que le gouvernement doit explorer dans l'immédiat», a-t-il dit.

Il a souligné par ailleurs que l'Afrique subsaharienne, point de départ de nombreux immigrés clandestins vers l'Espagne ces dernières années, serait «le nouvel axe» de la politique extérieure espagnole.

Publicité